



ENJEUX

Ile-de-France

L'économie francilienne en bref

Paris et Berlin, la même influence politique mais des poids économiques bien différents

Du fait de son poids économique, Paris Ile-de-France est avant tout comparable aux autres « global cities » : Londres en Europe mais aussi New York, Tokyo ou encore Shanghai ailleurs dans le monde. Toutefois, d'autres villes européennes se montrent dynamiques ces dernières années ; Berlin fait partie de celles-ci. Paris et Berlin ont en commun d'avoir une forte influence politique mais quelles sont les caractéristiques économiques des deux métropoles ? Quelles sont les spécificités sectorielles de Paris et de la région Ile-de-France, d'une part, et du Land de Berlin, d'autre part ? 30 ans après la réunification allemande, la ville-État allemande a-t-elle rattrapé une partie de son retard en matière d'attractivité ?

Même si Bonn est restée le siège du gouvernement allemand entre 1990 et 1999, Berlin est redevenue la capitale fédérale de l'Allemagne lors de l'entrée en vigueur du traité de réunification le 3 octobre 1990. Depuis lors, Berlin est institutionnellement une ville-État nommée Land de Berlin ; il est à noter que la création d'une région-capitale de taille plus importante, en unifiant les Länder de Berlin et du Brandebourg, a été rejetée par référendum en 1996.

3,4 FOIS MOINS D'HABITANTS À BERLIN QU'EN ÎLE-DE-FRANCE En termes de population, Berlin comptait, en 2019, 3,6 millions d'habitants répartis sur seulement 891,8 km² (soit une superficie 8,5 fois supérieure à celle de Paris mais 13,5 fois inférieure à celle de l'Ile-de-France) et la ville-État ne représente que 4,4 % de la population allemande ; le nombre d'habitants dans la capitale allemande est ainsi bien inférieur à celui de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (le Land de Cologne et de Düsseldorf, 17,9 millions), de la Bavière (le Land de Munich, 13,1 millions) et du Bade-Wurtemberg (le Land de Stuttgart, 11,1 millions) et est aussi 3,4 fois inférieur à celui de l'Ile-de-France (12,2 millions, soit 18,3 % de la population française). Pour autant, du fait de sa superficie réduite, la densité de la

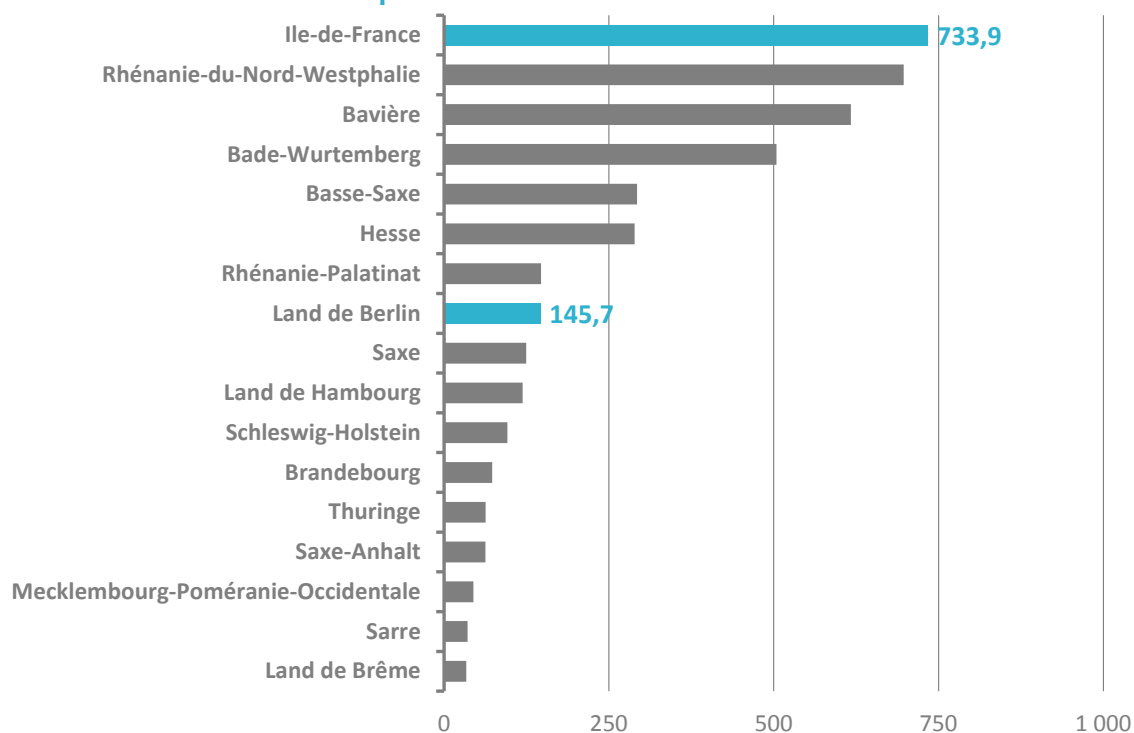
population dans le Land de Berlin dépasse les 4 000 habitants / km² tandis qu'elle s'élève à quelque 1 000 habitants / km² en Ile-de-France.

Qui plus est, la différence entre les populations berlinoise et francilienne a tendance à augmenter ces dernières années. En effet, même si la dynamique récente est à l'avantage de la capitale allemande (+ 5,9 % entre 2010 et 2019 contre + 3,6 %), l'écart est passé de 8,3 millions en 2010 à 8,6 millions neuf ans plus tard ; depuis l'an 2000, il s'est même creusé d'environ 1,0 million d'habitants entre les deux régions-capitales.

Par ailleurs, la population apparaît moins jeune à Berlin qu'en Ile-de-France. Ainsi, dans la capitale allemande, la part des moins de 15 ans dans la population est de 14,1 % et celle des 65 ans ou plus de 19,2 % tandis que les proportions sont inverses en Ile-de-France (respectivement 19,5 % et 15,1 %). De plus, la tranche des plus de 65 ans se renforce dans le Land de Berlin puisqu'elle ne représentait que 14,2 % de la population en 2000 (ce qui est aussi le cas en Ile-de-France mais dans une moindre mesure : 12,0 % de la population francilienne avait 65 ans ou plus au tournant du millénaire).

Graphique 1a : PIB aux prix courants du marché (données 2018, en milliards d'euros)

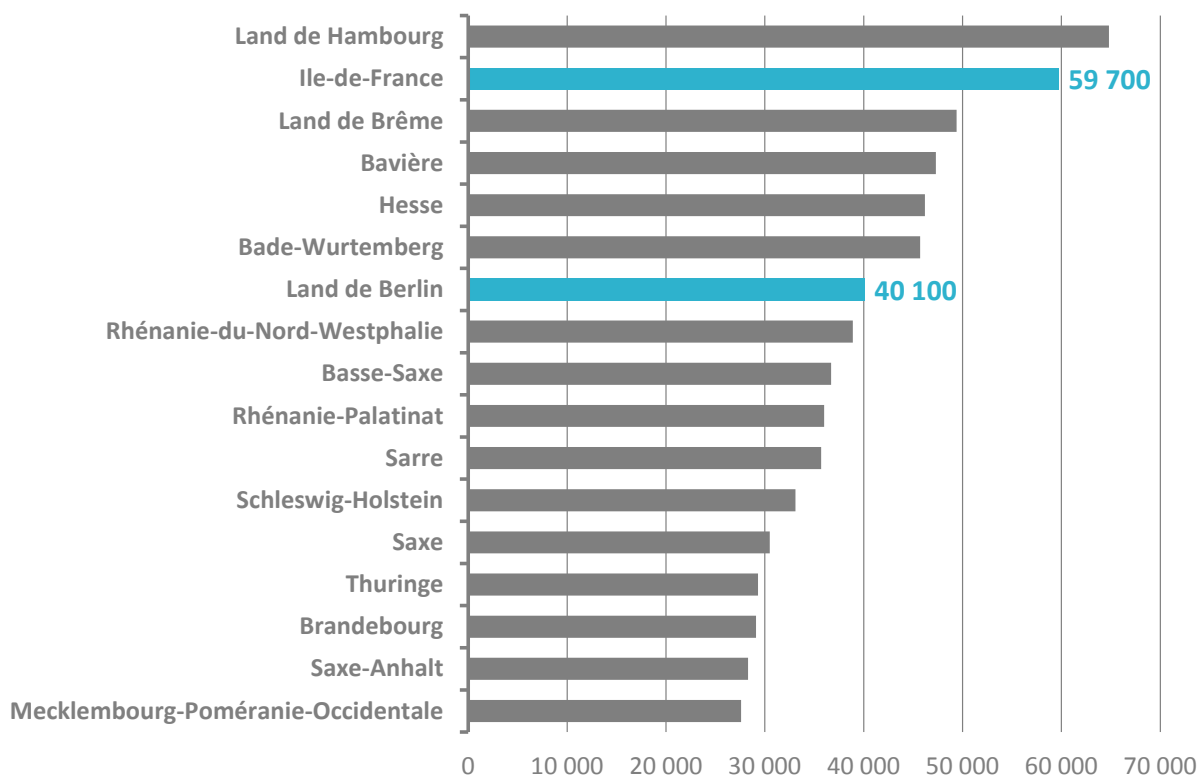
Le PIB de l'Ile-de-France est cinq fois plus élevé que celui du Land de Berlin



Source : Eurostat

Graphique 1b : PIB par habitant aux prix courants du marché (données 2018, en milliards d'euros)

Un écart moins marqué entre les deux régions-capitales en termes de PIB par habitant



Source : Eurostat

LE PIB DU LAND DE BERLIN EST TRÈS INFÉRIEUR À CEUX DE L'ILE-DE-FRANCE ET DES LÄNDER DE L'OUEST ET DU SUD DE L'ALLEMAGNE

Malgré son statut de capitale politique allemande, Berlin est surtout en retrait en termes de poids économique comparativement aux grandes régions industrielles ou financière de l'ex-Allemagne de l'Ouest. Bien sûr, la superficie modeste du Land de Berlin explique en partie ce constat mais les écarts de produit intérieur brut (PIB) n'en restent pas moins très conséquents. En effet, le PIB de Berlin (145,7 milliards d'euros en 2018, cf. Graphique 1.a) est bien inférieur à ceux de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (697,1 milliards d'euros), de la Bavière (617,1 milliards d'euros) et du Bade-Wurtemberg (504,3 milliards d'euros) ; le déficit comparativement à la région-capitale française est encore plus important puisque le PIB du Land de Berlin est cinq fois inférieur à celui de l'Ile-de-France (733,9 milliards d'euros). La valeur ajoutée berlinoise est ainsi plus comparable à celle de Länder moins puissants tels que la Rhénanie-Palatinat (la région de Mayence, 147,0 milliards d'euros) ou la Saxe (la région de Dresde, 124,6 milliards d'euros). Il est à souligner que, compte tenu de l'importance des écarts, la crise économique liée à l'épidémie de Covid-19, malgré l'ampleur de ses effets, ne va pas profondément modifier le poids économique de Berlin comparativement à l'Ile-de-France et aux principaux Länder en termes de PIB (cf. Encart 1).

Toutefois, une fois le PIB rapporté au nombre d'habitants, la différence est plus ténue entre Berlin et les Länder industriels ou financiers. En effet, à 40 100 euros par habitant en 2018 (cf. Graphique 1.b), la capitale allemande talonne la Bavière (47 300 € / hab.), la Hesse (le Land de Francfort, 46 200 € / hab.) et plus encore le Bade-Wurtemberg (45 700 € / hab.) ; elle devance même la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (38 900 € / hab.). Malgré tout, la région berlinoise reste très éloignée de l'Ile-de-France (59 700 € / hab.) et du Land de Hambourg qui présente le PIB par habitant le plus élevé d'Allemagne (64 800 € / hab.).

Par ailleurs, la capitale allemande se montre dynamique depuis le tournant du millénaire et fait partie des métropoles montantes en Europe : le PIB berlinois a ainsi crû de 71,0 % entre 2000 et 2018, soit à peine moins que celui de la Bavière (+ 72,7 %) et bien plus que la moyenne allemande (+ 58,6 %) ; pour autant, en termes d'évolution du PIB par habitant, Berlin est tout juste dans la moyenne d'outre-Rhin (+ 55,4 % en 18 ans contre + 55,6 %).

LE TAUX DE CHÔMAGE BERLINOIS EST LE PLUS ÉLEVÉ D'ALLEMAGNE MAIS N'EN EST PAS MOINS INFÉRIEUR AU TAUX FRANCILIEN DEPUIS 2015

Si Berlin est en retrait par rapport à l'Ile-de-France en termes de création de richesse, l'évolution du taux de chômage est en revanche bien plus favorable ces dernières années dans la région allemande (cf. Graphique 2). Cela n'a pourtant pas toujours été le cas. Ainsi, en 2005, le taux atteignait 19,4 % en moyenne annuelle dans le Land de Berlin, ce qui en faisait l'un des plus élevés d'Allemagne derrière le Land de Saxe-Anhalt (la région de Magdebourg, 20,4 %) et celui de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (la région de Schwerin et de Rostock, 21,4 %) ; il était dans le même temps de 11,2 % au plan national et de 8,6 % en Ile-de-France.

Toutefois, après 2005, une fois finalisées les réformes liées aux lois Hartz (cf. Définition), le taux de chômage berlinois a amorcé, comme dans toute l'Allemagne, un mouvement de baisse ; ainsi, dès 2008, l'écart entre le Land allemand et la région française s'était réduit de 2,5 points même s'il s'élevait encore à 8,3 points (15,2 % à Berlin contre 6,9 % en Ile-de-France).

La récession économique mondiale de 2008-2009 et la crise qui en a découlé ont ensuite eu des conséquences différentes sur les marchés du travail berlinois et francilien. En effet, entre 2008 et 2010, la réduction du taux de chômage à Berlin s'est poursuivie (- 2,4 points), d'une part, grâce aux mesures de chômage partiel mises en place en

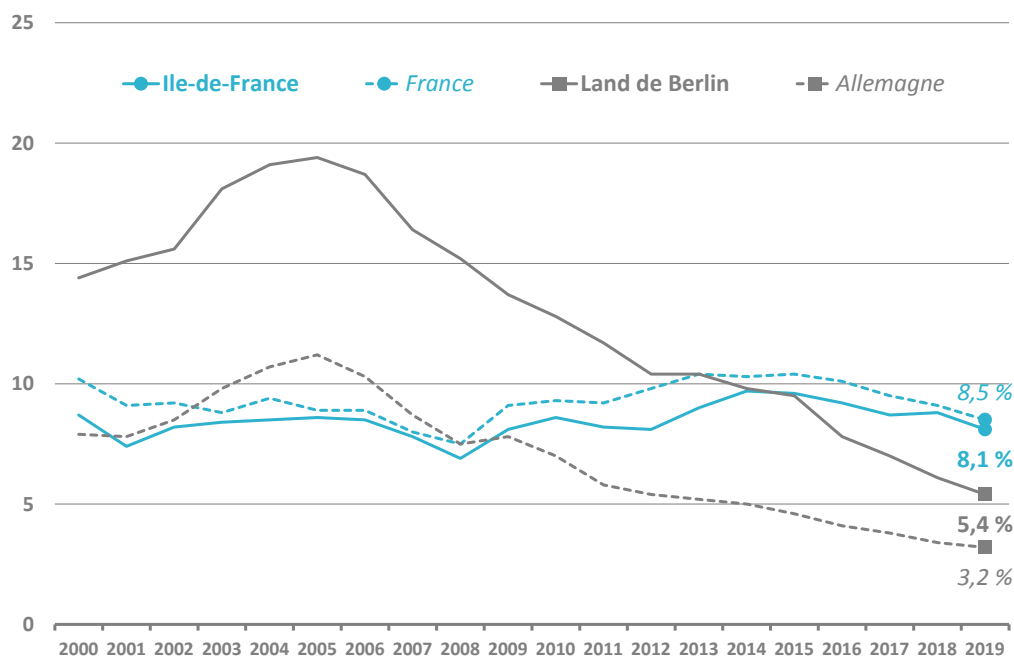
Encart 1

L'économie berlinoise moins affectée que l'économie francilienne par la pandémie de Covid-19

Alors que l'épidémie n'est pas encore terminée et que les contraintes sanitaires ne sont que partiellement levées, il n'est pas aisé de quantifier précisément les conséquences économiques qu'aura eues la Covid-19 en Ile-de-France et dans le Land de Berlin. Au plan national, les premières estimations indiquent toutefois que le PIB s'est contracté de 2,2 % au premier trimestre 2020 outre-Rhin tandis qu'il s'est réduit de 5,3 % en France ; par ailleurs, dans ses prévisions du 10 juin dernier, l'OCDE a indiqué s'attendre à une baisse de 6,6 % du PIB sur l'ensemble de 2020 en Allemagne et à un repli de 11,4 % en France. La récession provoquée par la pandémie s'avérerait donc moins violente en Allemagne qu'en France. De même, le ralentissement de l'activité devrait être moins marqué dans le Land de Berlin qu'en Ile-de-France, d'autant plus que Berlin est resté un foyer secondaire de Covid-19 alors que l'Ile-de-France a, au contraire, été parmi les régions françaises les plus affectées. Qui plus est, les conditions du confinement ont été moins strictes et donc moins pénalisantes pour l'activité à Berlin qu'en Ile-de-France ; les commerces de moins de 800 m² ont notamment pu redémarrer outre-Rhin le 20 avril (le 11 mai en Ile-de-France et en France), les cafés et restaurants ont pu rouvrir leurs portes dans la capitale allemande dès le 15 mai (le 2 juin, pour les terrasses uniquement, en Ile-de-France), etc. La remontée du chômage provoquée par la récession serait alors plus importante à Paris Ile-de-France qu'à Berlin (l'OCDE anticipe une hausse de plus de 4,0 points en moyenne en France et de moins de 2,0 points outre-Rhin). Parmi les conséquences économiques notables de l'épidémie dans la capitale allemande, il est à souligner que le gestionnaire de Berlin-Tegel a envisagé de fermer l'aéroport à partir du 15 juin 2020 pour réduire les pertes accusées en raison de l'effondrement du trafic. Ce retrait aurait pu s'avérer définitif puisque l'aéroport fermera de toute façon le 8 novembre prochain mais il a finalement été décidé début juin de maintenir des vols à Tegel cet été pour absorber la reprise d'activité attendue.

Graphique 2 : évolution du taux de chômage annuel moyen (en %)

**Le taux de chômage berlinois
inférieur de plus de 2,0 points au taux francilien**



Source : Eurostat

Allemagne pour faire face à la crise économique mais aussi, d'autre part, du fait du poids limité de l'industrie dans la capitale allemande (cf. ci-après) ; dans le même temps, le taux de chômage s'est accru de 1,7 point dans la région française et l'écart n'était déjà plus que de 4,2 points.

Ensuite, après s'être légèrement réduit entre 2010 et 2012, le taux de chômage francilien est reparti à la hausse au moment de la crise de la dette dans la zone euro et a atteint jusqu'à 9,7 % en 2014 et 9,6 % en 2015 ; c'est à cette date que le taux de chômage berlinois est devenu inférieur puisque celui-ci est passé de 12,8 % en 2010 à 9,5 % en 2015 malgré la crise de la monnaie unique.

Après 2015, le taux de chômage francilien s'est aussi infléchi mais moins significativement que dans le Land de Berlin. Ainsi, en 2019, même si le taux berlinois restait le plus élevé d'Allemagne (5,4 % contre 3,2 % en moyenne outre-Rhin), il était bien en-deçà du taux francilien (8,1 %).

Dans les mois à venir, les deux taux devraient repartir à la hausse mais les conséquences de la « corona-récession » devraient être plus marquées sur le marché du travail de l'Ile-de-France que sur celui de Berlin et entraîner un accroissement de l'écart (cf. Encart 1).

**LE POIDS DE L'INDUSTRIE DANS
L'EMPLOI À PEINE PLUS ÉLEVÉ À
BERLIN QU'EN ÎLE-DE-FRANCE**

L'industrie a historiquement eu un poids important à Berlin ; toutefois, de nombreuses entreprises berlinoises ont quitté la ville lors de la

construction du mur en août 1961 et la désindustrialisation s'est poursuivie après la réunification. Ainsi, aujourd'hui, le Land de Berlin est le moins industriel d'Allemagne : l'industrie manufacturière ne représente plus que 8,5 % de l'emploi berlinois alors qu'elle pèse en moyenne plus de 20,0 % dans le pays et atteint jusqu'à 29,2 % dans le Bade-Wurtemberg. Le poids de l'emploi industriel à Berlin est à l'inverse proche de celui observé en Ile-de-France (7,2 %) ; il convient néanmoins de signaler que le nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière est resté stable ces dernières années dans la capitale allemande tandis qu'il continue de se réduire à Paris Ile-de-France. L'industrie berlinoise pourrait même se redresser dans les années à venir grâce aux secteurs de pointe : Tesla a notamment annoncé fin 2019 avoir décidé d'implanter son usine européenne de voitures électriques dans la capitale allemande, un projet qui pourrait générer quelque 10 000 emplois.

Parallèlement, comme d'autres métropoles, le Land de Berlin se « tertiarise ». Le nombre d'emplois dans le commerce, le transport, l'hébergement et les activités de restauration y a ainsi crû de 19,1 % entre 2008 et 2019 et ce secteur représente désormais 21,1 % de l'emploi. Par ailleurs, si le poids du public est plus important que dans les autres Länder du fait du transfert du parlement et du siège du gouvernement fédéral de Bonn à Berlin en 1999, le développement du secteur de l'information et de la communication est fort dans la capitale allemande : l'emploi y a crû de 44,4 % ces dix dernières années et représente 7,1 % de l'emploi total contre 3,2 % en Allemagne. Plus largement, tout comme

Paris ou Londres, Berlin compte parmi les principales villes européennes en termes d'innovation et attire une large part des startups allemandes ; ainsi, la décision de Tesla d'implanter sa « gigafactory » à Berlin constitue tout autant un pas important pour l'avenir industriel de la capitale allemande qu'une reconnaissance de son profil high-tech.

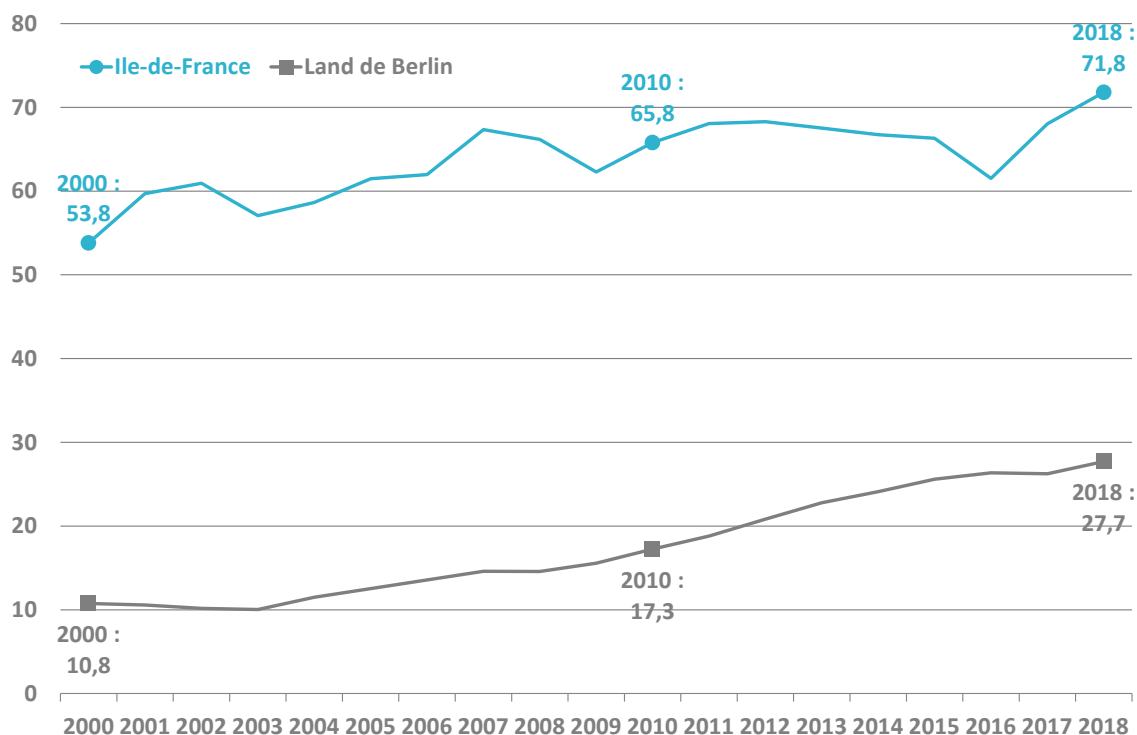
Tous secteurs confondus, même si l'essor de mini-jobs peu qualifiés et souvent précaires ne doit pas être occulté, les créations d'emplois ont en tout état de cause été beaucoup plus dynamiques ces dernières années dans le Land de Berlin qu'en Ile-de-France : l'emploi total a en effet augmenté de 22,0 % entre 2008 et 2019 dans la capitale allemande alors que la hausse était cantonnée à 2,1 % dans la région française.

BERLIN, CAPITALE DU TOURISME EN ALLEMAGNE... PARIS, CAPITALE DU TOURISME DANS LE MONDE ! La part importante d'emplois dans l'hébergement et la restauration à Berlin est liée au fort développement du secteur du tourisme dans la capitale allemande ces dernières années. Ainsi, Berlin est aujourd'hui une destination à la mode, notamment sur le plan culturel et artistique : les restes du mur, la porte de Brandebourg, le Reichstag rénové par Sir Norman Foster dans les années

1990, l'Alexanderplatz et sa tour de télévision, l'île aux musées (la ville abrite au total quelque 170 musées), le château de Charlottenbourg mais aussi les nombreux parcs et jardins sont autant d'atouts qui permettent à la capitale allemande d'attirer les touristes internationaux. Ainsi, Berlin se positionne désormais comme la ville la plus touristique d'Allemagne. En 2018, le Land de Berlin a enregistré 11,8 millions d'arrivées dans ses établissements hôteliers pour un nombre total de 27,7 millions de nuitées (dont 45,2 % liées à la clientèle internationale, cf. Graphique 3) ; Berlin représente ainsi 9,3 % du volume total des nuitées en Allemagne alors que la ville couvre seulement 0,2 % du territoire allemand. La fréquentation touristique et hôtelière y a, qui plus est, fortement augmenté depuis le début des années 2000 : le nombre de nuitées dans les hôtels berlinois a ainsi crû de 16,9 millions depuis l'an 2000 (soit + 157,5 %), dont 10,4 millions entre 2010 et 2018 (+ 60,5 %).

Le niveau de la fréquentation touristique reste cependant bien moins important dans le Land de Berlin qu'en Ile-de-France : en 2018, le nombre d'arrivées hôtelières s'y est élevé à 35,0 millions et celui des nuitées à 71,8 millions. Ainsi, hormis en 2016 (i.e. l'année qui a suivi les attentats de novembre 2015 à Paris), l'écart est d'au moins 40,0 millions de nuitées hôtelières chaque année.

Graphique 3 : évolution du nombre de nuitées dans les établissements hôteliers (en millions)
Un fort développement du tourisme à Berlin
mais l'écart reste très important avec Paris Ile-de-France



Source : Eurostat

PARIS ET BERLIN PARMIS LES PRINCIPALES MÉTROPOLIS D'ACCUEIL DE CONGRÈS

Paris Ile-de-France et le Land de Berlin sont aussi deux métropoles dynamiques sur le marché du tourisme d'affaires. Ainsi, alors que l'Allemagne est surtout connue pour être le pays du secteur des salons, Berlin a la particularité par rapport aux autres grandes métropoles allemandes (Cologne, Francfort, Munich, etc.) d'être, comme Paris, active à la fois sur le segment des salons et, encore plus, sur celui des congrès.

Ainsi, si Paris est le leader mondial du secteur des congrès, Berlin fait également partie des principales destinations des grands événements : en effet, selon le classement annuel de l'ICCA (International Congress and Convention Association), la capitale française a accueilli 237 congrès internationaux en 2019 et occupait la première place dans le monde tandis que 176 congrès ont eu lieu à Berlin, soit le troisième total planétaire. Berlin dispose notamment d'un centre de congrès moderne, le CityCube Berlin ; celui-ci est situé dans l'ouest de Berlin, dans l'enceinte du parc des expositions de Messe Berlin.

Messe Berlin est justement le principal acteur du secteur des congrès et salons de la capitale allemande ; sur le même modèle que les autres grands opérateurs en Allemagne, le groupe intervient à la fois en tant que gestionnaire de parc d'expositions, qu'organisateur d'événements, etc. et a généré un chiffre d'affaires de 352,1 millions d'euros en 2018. Le parc des expositions de Berlin, le Berlin ExpoCenter City, dispose de 170 000 m² de surfaces de halls, ce qui en fait seulement le septième parc d'Allemagne (derrière notamment ceux de Francfort et Hanovre qui offrent près de 400 000 m² chacun) et le vingt-cinquième au monde. Le groupe Messe Berlin accueille notamment l'IGW (Internationale Grüne Woche, le principal salon de l'agriculture et des machines agricoles d'Allemagne), l'IFA (salon de l'électronique, annulé en 2020 du fait des restrictions sanitaires) ou encore l'ITB (le plus important salon du tourisme au monde, lui aussi déprogrammé du calendrier 2020). Paris Ile-de-France dispose d'une plus grande surface d'expositions couverte cumulée (près de 700 000 m²) et les deux plus importants sites – Paris Nord Villepinte (246 312 m²) et la Porte de Versailles (216 000 m²) – sont tous deux plus spacieux que le Berlin ExpoCenter City. Bien évidemment, Berlin et Paris souffrent toutes deux en 2020 de la crise sanitaire : dans la capitale allemande, toutes les manifestations au-delà de 5 000 personnes restent interdites jusque fin octobre et, dans la capitale française, la reprise du tourisme d'affaires n'est pas envisagée avant début septembre.

LE TRAFIC PASSAGERS DES DEUX AÉROPORTS BERLINOIS À PEINE SUPÉRIEUR À CELUI DU SEUL AÉROPORT D'ORLY

Pour permettre la venue des touristes de loisirs et d'affaires, la capitale allemande est actuellement desservie par deux aéroports : l'aéroport Otto-Lilienthal de Berlin-Tegel et l'aéroport de Berlin-

Schönefeld (situé dans le Land voisin du Brandebourg). Néanmoins, ni l'un, ni l'autre ne font partie des principaux aéroports européens. Ainsi, avec 24,2 millions de passagers en 2019, le trafic de Berlin-Tegel reste bien inférieur à celui des aéroports les plus fréquentés du continent : 80,9 millions de passagers à Londres-Heathrow en 2019, 76,2 millions à Paris-Charles de Gaulle ou encore 71,7 millions à Amsterdam-Schiphol. Le trafic passagers de Berlin-Tegel est également très inférieur à ceux des principaux aéroports d'outre-Rhin : 70,6 millions à Francfort (qui est le plus fréquenté d'Allemagne et le quatrième en Europe) et 47,9 millions à Munich ; Berlin-Tegel est même devancé par l'aéroport de Düsseldorf (25,5 millions de passagers en 2019). L'aéroport de Berlin-Schönefeld n'est, quant à lui, que le huitième d'Allemagne en termes de trafic passagers (11,4 millions en 2019). Par conséquent, le trafic cumulé des deux aéroports qui desservent Berlin n'est que légèrement supérieur à celui du seul aéroport de Paris-Orly (31,9 millions en 2019).

Les dynamiques dans les aéroports de Tegel (+ 10,1 % en 2019 par rapport à 2018) et de Schönefeld (- 10,3 %) sont inverses et peuvent paraître paradoxales ; en effet, l'activité de Berlin-Tegel est appelée à s'interrompre (la fermeture, prévue le 8 novembre prochain, aurait pu intervenir dès le 15 juin 2020 du fait des conséquences de l'épidémie de Covid-19, cf. Encart 1) tandis qu'un grand projet de développement est en cours à Schönefeld. Toutefois, l'inauguration de ce projet dont la construction a débuté en 2006 et qui devait s'achever en 2011 a été repoussée à de nombreuses reprises pour cause de problèmes techniques. Malgré de très importants surcoûts, le nouvel aéroport, qui sera rebaptisé Willy-Brandt de Berlin-Brandebourg, devrait finalement entrer en service le 31 octobre prochain et devenir le principal, puis l'unique, aéroport de Berlin. A son ouverture, l'aéroport de Berlin-Brandebourg aura une capacité de 28 millions de passagers par an ; de futures extensions devraient même lui permettre d'accueillir 58 millions de passagers chaque année à partir de 2035.

BERLIN EN RETRAIT PAR RAPPORT À PARIS MAIS AUSSI PAR RAPPORT À D'AUTRES MÉTROPOLIS ALLEMANDES EN TERMES D'ATTRACTIVITÉ

Le retard considérable pris dans la construction du nouvel aéroport est un symbole des échecs de Berlin sur le plan du développement économique. En effet, malgré les profondes mutations qu'elle a connues depuis la chute du mur et la réunification (on peut notamment citer la reconstruction dans les années 90 et au début des années 2000 de la Potsdamer Platz qui fut une zone de no man's land lorsque Berlin était divisé) et malgré son dynamisme dans le secteur touristique, la capitale allemande reste très en retrait comparativement à la capitale française en termes d'attractivité économique. En effet, contrairement à Paris Ile-de-France, Berlin ne fait pas partie des métropoles mondiales et attire moins les investissements internationaux que les centres économiques les plus dynamiques en Europe.

Ainsi, Berlin s'est situé très loin derrière Paris en matière d'investissements internationaux dans l'édition 2018 du « Global cities investment monitor » de Paris Ile-de-France Capitale économique et de KPMG, avec seulement 58 projets d'investissements greenfield contre 338 pour la

capitale française ; au plan continental, la capitale allemande est également devancée par Barcelone, Dublin, Amsterdam (plus de 100 projets pour chacune des métropoles) ou encore Madrid mais aussi, en Allemagne, par Francfort, Munich et Düsseldorf (respectivement 94, 91 et 74 projets).

Mickaël LE PRIOL

(rédaction achevée le 16 juin 2020)

DÉFINITION

Lois Hartz : ensemble des quatre lois mises en place entre 2003 et 2005 pour réformer le marché du travail allemand alors que l'Allemagne était confrontée à un niveau élevé de chômage. Elles portent le nom de l'inspirateur de ces lois, Peter Hartz, chargé en 2002 par le chancelier Gerhard Schröder de diriger la commission qui a préparé la réforme.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Berlin Partner, l'agence de développement économique et technologique de Berlin : www.berlin-partner.de ;
- Destatis : www.destatis.de ;
- Eurostat : ec.europa.eu/eurostat/fr/home ;
- Flughafen Berlin Brandenburg, l'opérateur des aéroports berlinois : www.berlin-airport.de ;
- « Global cities investment monitor 2018 ». KPMG et Paris Ile-de-France Capitale Economique ;
- Messe Berlin : www.messe-berlin.com ;
- Visit Berlin, l'office de tourisme de Berlin : www.visitberlin.de.

AUTRES ÉTUDES DE BENCHMARK RÉGIONAL EUROPÉEN DU CROCIS

- « Paris et Londres : le face à face des deux principales métropoles européennes », Enjeux Ile-de-France n°179, février 2016 ;
- « La Catalogne et l'Ile-de-France à l'heure du retour de la croissance », Enjeux Ile-de-France n°191, mai 2017 ;
- « Paris et Francfort face au défi du Brexit », Enjeux Ile-de-France n°204, juin 2018 ;
- « La Lombardie, un des challengers de Paris Ile-de-France en Europe », Enjeux Ile-de-France n°212, juin 2019.

Toutes ces études sont téléchargeables à l'adresse suivante :

>> <http://www.cci-paris-idf.fr/etudes/organisation/crocis/comparaisons-internationales/benchmark-regional-crocis>

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08

tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Suivez nous sur Twitter @CROCIS_CCI_IDF

- Responsable : Isabelle SAVELLI
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI

Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE

Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : juin 2020

ISSN : 1266-3255



un observatoire de la

